



Recourante :

ECOLE A\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Intimée :

B\_\_\_\_\_ FONDATION COLLECTIVE DE  
PRÉVOYANCE DU PERSONNEL

c/o C\_\_\_\_\_ [compagnie d'assurances]

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**C/27076/2023**

**ACJC/401/2024**

**DU LUNDI 25 MARS 2024**

Vu le jugement JTPI/3866/2024 du 21 mars 2024 prononçant la faillite de ECOLE A\_\_\_\_\_ (ch. 1 du dispositif);

Vu le recours contre ledit jugement formé le 25 mars 2024 par ECOLE A\_\_\_\_\_, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC;

Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris;

Attendu que l'attention de la partie recourante est expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours;

Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC.

**PAR CES MOTIFS,**

**La Chambre civile :**

Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/3866/2024 rendu par le Tribunal de première instance le 21 mars 2024 dans la cause C/27076/2023-S1 SFC (poursuite N° 1\_\_\_\_\_).

Confirme le jugement pour le surplus.

Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève.

**Siégeant :**

Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, présidente; Monsieur Ivo BUETTI, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Laura SESSA, greffière.

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le 26 mars 2024.